

PORTRAIT

DES LAURENTIDES

Ces données sont tirées d'une enquête nationale¹ portant sur l'expérience des éducatrices et des RSG lors de l'accueil et l'accompagnement des enfants vulnérables. Une activité de recension des pratiques a aussi été fait auprès de certaines directions afin de venir compléter chacun des portraits régionaux.

En tant que gestionnaire de services de garde, ces données vous permettront de poser un regard sur les grandes tendances de votre région, ses forces et sur des pistes d'améliorations possibles.

Les enfants au cœur du questionnaire sont ceux pour qui le personnel éducateur a des préoccupations concernant leur développement.

LES RÉPONDANTES

189 répondantes.

127 éducatrices, dont **55 %** ont plus de **15 ans d'expérience**, **49 %** possèdent une formation collégiale en Techniques d'éducation à l'enfance et **32 %** une AEC.

62 RSG dont **50 %** cumulent plus de **15 ans d'expérience**, **18 %** ont une formation collégiale en Techniques d'éducation à l'enfance, **37 %** ont leurs 45 heures de formation obligatoire et **18 %** ont une AEC.

Faits saillants

Expérience quotidienne

Ce qui est le plus difficile, selon les répondantes, serait de concilier et de répondre aux besoins de chaque enfant de façon équitable. Cette situation est jugée plus difficile par les éducatrices de la région, comparativement à celles de l'ensemble du Québec.



	EXPÉRIENCE QUOTIDIENNE (NIVEAU DE DIFFICULTÉ SUR 10)			
	Laurentides		Ensemble du Québec	
	Éducatrices	RSG	Éducatrices	RSG
Conservé une routine pour le groupe	6,6	5,6	6,6	4,9
Maintenir une bonne ambiance	6,8	5,4	6,6	5,1
Concilier la réponse aux besoins de chaque enfant	7,7	5,5	7,4	5,2
Répondre aux besoins de chaque enfant de façon équitable	7,9	5,5	7,6	5,2
Assurer ma sécurité comme éducatrice	5,5	3,7	5,5	3,7
Assurer la sécurité de chaque enfant du groupe	6,1	4,2	6,0	4,1

¹ L'enquête s'est déroulée entre le 5 janvier et le 9 février 2021, soit en pleine pandémie de COVID-19. Les 17 régions administratives du Québec ont été consultées, y compris les communautés autochtones.

Faits saillants (suite)

Partage des observations

À 91%, le personnel éducateur souligne que leurs observations sont **considérées et prises en compte par leurs collègues de travail**. En revanche, il semble que **des défis demeurent** dans la considération et la prise en compte de leurs observations par les parents, leur direction et les autres professionnels.

91% des RSG estiment que leurs observations sont considérées par le BC, mais beaucoup moins par les parents ou les professionnels externes.

MES OBSERVATIONS SONT CONSIDÉRÉES PAR...

	Éducatrice	RSG
Mon équipe	91%	N-A
Ma direction	76%	N-A
Mon BC	N-A	91%
Les parents	49%	58%
Les autres professionnels	74%	70%

Partenariat

Malgré un pourcentage élevé d'éducatrices et de RSG qui croit que **de travailler en équipe** avec les parents, le personnel éducateur et les professionnels externes **permet un meilleur accompagnement de l'enfant**, il semble y avoir **des difficultés importantes de communication et de relations partenariales**, autant du côté des éducatrices que des RSG.

- C'est en travaillant en équipe (parents, personnel éducateur et professionnels externes) que nous arrivons à une compréhension commune des besoins de développement de l'enfant. (Éducatrice à 86% et RSG à 77%)
- Le travail d'équipe avec les parents, le personnel éducateur et les ressources externes au SGE permet la mise en place d'actions concertées autour de l'enfant. (Éducatrice à 86% et RSG à 78%)

Partenariat avec le parent

Ce sont 52% des éducatrices et 44% des RSG qui affirment qu'il arrive qu'elles n'aient pas souvent, voire rarement, les mêmes préoccupations que les parents.

Les éducatrices à 85% et les RSG à 78% estiment qu'il est difficile pour le parent d'entendre les préoccupations de l'éducatrice ou de la RSG et que c'est la raison pour laquelle le travail en équipe est difficile à maintenir.

Partenariat externe

Un peu plus de la moitié du personnel éducateur (59%) et 67% des RSG mentionne pouvoir compter sur la collaboration des professionnels des ressources externes pour obtenir du soutien.

Réalité régionale

Selon l'enquête **EQDEM 2017**, à leur arrivée à la maternelle, 29% des enfants des Laurentides présentaient des vulnérabilités dans au moins un domaine de leur développement, ce qui est légèrement plus élevé que dans l'ensemble du Québec (27,7%) et constitue une augmentation par rapport aux données de 2012 (24,7%).

On relève aussi que ces enfants vivent dans un contexte de défavorisation matérielle et sociale à 35,7% et à 24,5% dans un milieu mieux nanti. La MRC Antoine-Labelle et celle d'Argenteuil abritent une plus grande proportion d'enfants présentant des vulnérabilités dans au moins un domaine de leur développement avec respectivement 38,6% et 37,9%. Dans la région, il existe un écart significatif entre la proportion de filles (21,6%) et de garçons (36%) présentant ces vulnérabilités.

Dans le **bilan annuel 2019-2020** des directeurs, le DPJ-DP au CISSS des Laurentides déclare avoir traité 11199 signalements, ce qui représente une hausse de 6,21% par rapport à 2018-2019. La moyenne québécoise étant de 12%, on peut s'interroger sur la présence de filets sociaux pour les enfants, puisqu'on constate une baisse de 17% des signalements durant la pandémie. Ce sont 34,9% des signalements qui ont été retenus. Sur ces signalements, 55,2% des enfants sont demeurés dans leur milieu familial ou chez des tiers significatifs, alors que dans le reste du Québec, c'est plutôt 64,7%.

La concertation régionale et le partenariat intersectoriel en petite enfance offrent peu de présence officielle dans l'ensemble de la région. Des organismes, comme les maisons de la famille, ou les regroupements, comme *Tandem 0-6 ans*, sont actifs sur le territoire d'une MRC. Le *Conseil régional de développement social* soutient la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et a mis sur pied le *Regroupement alimentaire des Laurentides RÉGAL+*, une concertation régionale en sécurité alimentaire.

Pour aller plus loin dans la réflexion...

- Quelles stratégies pourraient être mises en place afin de soutenir les éducatrices et les RSG dans la conciliation des besoins de chaque enfant dans un contexte de groupe?
- Comment le CPE ou le BC peut-il mettre en place un environnement favorable au partenariat et qui permet la considération ainsi que le partage des observations et des préoccupations afin d'accompagner l'enfant selon ses besoins?
- Comment outiller les éducatrices et les RSG dans l'amélioration de leurs pratiques partenariales avec les parents?
- Quels sont les éléments clés qui favorisent une approche intersectorielle plus intégrée autour des besoins de l'enfant et de sa famille? Comment peut-on les mettre en place dans la région?
- Qu'est-ce qui permettrait d'assurer à chaque enfant un filet social, même en situation de crise (ex. : pandémie)?